

PROTÉGER LE PEUPLE PALESTINIEN ET IMPOSER LE DROIT

SOMMAIRE

Edito

Méditerranée

Autour du travail d'Anne Paq :
la présence de Gaza

Droits humains

Pour l'accueil des réfugiés
sur notre ville

Afrique

Pour une alternance
démocratique non violente
et un développement durable
en Afrique

Peuples Solidaires

Justice climatique :
Les pays riches doivent
assumer leurs responsabilités

Café de l'actu

Café méditerranéen
Deux années de volontariat
au Maroc

Aux croisements du monde

Le Nigéria

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par

La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration

509 , Patio des Terrasses

91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-77-21-56

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

Tandis que le drapeau palestinien flotte à l'ONU depuis le 30/09/15, la tragédie du peuple palestinien rebondit de nouveau. « Explosion de violence », disent les medias, en relatant les manifestations palestiniennes à Jérusalem, en Cisjordanie occupée et à Gaza, sauvagement réprimées par l'armée israélienne qui tire à vue sur les manifestants : 17 morts, des centaines de blessés, près de 500 personnes emprisonnées depuis début octobre.

En menant des provocations sur l'Esplanade des mosquées de Jérusalem, en poursuivant la colonisation, l'occupation, la répression, en maintenant le blocus de Gaza où toute reconstruction est rendue impossible, le gouvernement israélien pousse le peuple palestinien au désespoir et il le sait. Dans le même temps, les Etats-Unis continuent de bloquer les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU. Après 48 ans d'occupation et 67 ans de dépossession, où est l'espoir ?

Journaliste israélien à Haaretz, Gidéon Lévy observateur de l'intérieur nous alerte :

Mais maintenant il va falloir en payer le prix. Tous ceux qui se sont imaginés qu'Israël pourrait éternellement continuer sur sa lancée et que les Palestiniens continueraient à baisser la tête, à se soumettre indéfectiblement, tous ceux-là n'ont jamais ouvert un livre d'histoire. Aucun peuple d'aucune contrée n'a jamais cédé à la conquête sans résister, et certainement pas à l'époque contemporaine. La résistance est un droit qui est précieusement consigné dans les lois internationales.

Et de sa prison, Marwan Barghouti sait remettre les événements en perspective :

On nous a demandé d'être patients, et nous l'avons été, donnant à chaque fois toutes ses chances à un accord de paix. Il est utile de rappeler au monde que notre dépossession, notre exil forcé et notre transfert durent depuis maintenant plus de 70 ans. Nous sommes les seuls à être à l'agenda de l'ONU depuis sa création. On nous a dit qu'en employant des moyens pacifiques nous aurions le soutien de la communauté internationale pour mettre fin à l'occupation (...).

Et il ajoute en parlant de la jeunesse palestinienne qui n'a connu qu'occupation et blocus :

Cette nouvelle génération palestinienne n'a pas attendu pour incarner l'unité nationale que les partis politiques n'ont pas su réaliser, elle s'est élevée au-dessus des divisions politiques et de la fragmentation géographique. Elle n'a pas attendu des instructions pour se saisir de son droit, et de son devoir, de résister à l'occupation. Elle le fait sans armes, face à l'une des plus grandes puissances militaires du monde.

Année après année, le caractère central de la question palestinienne demeure, alors qu'elle serait résolue depuis longtemps sans l'incroyable complaisance des pays occidentaux devant les violations du droit international par Israël. Les Palestiniens continuent à résister dans des conditions terribles, et les citoyens se mobilisent depuis des années partout dans le monde, pour exiger que le droit soit appliqué. Nous attendons des Etats, dont la France, qu'ils prennent leurs responsabilités, protègent le peuple palestinien, et sanctionnent Israël qui ne respecte pas le droit.

3 novembre 2015 18h30 à la Maison du Monde

Deux années de volontariat au Maroc

avec Jean-Pierre Thorey et Marie-Françoise Bossuat "Volontaires de Solidarité Internationale"

café de l'actu

voir page 7

Autour du travail d'Anne Paq, la présence de Gaza :

Evry Palestine accueillait le 11 Septembre dernier, à la Maison départementale des Syndicats d'Evry, avec le soutien du collectif Palestine en Essonne, notre amie Anne Paq, photographe française membre d'ActiveStills, un collectif de documentaristes internationaux, solidaires de la Palestine. Anne avait couvert la dernière offensive israélienne de juillet-août 2014 et y était retournée récemment pour poursuivre ses projets destinés à dénoncer l'abandon de la population gazaouie, un an après les crimes de guerre commis à Gaza par Israël.

méditerranée



La soirée a commencé avec la projection du film Flying Paper, dont Anne Paq est coproductrice. Ce film raconte l'aventure d'enfants de Gaza déterminés lors d'un camp d'été en 2010 à battre le record mondial du nombre simultané de cerfs-volants en vol ; produits de l'ingéniosité et de la créativité des enfants, ces cerfs-volants sont aussi des symboles de résistance et de liberté.

Et c'est avec beaucoup d'émotion que ces cerfs-volants nous ont fait voyager dans le temps. Un an après le record des cerfs-volants, nous retrouvons dans le film les enfants qui ont grandi et mûri ; ils se sont concentrés sur leurs études et expriment

leurs rêves de liberté et d'avenir professionnel à la mesure de leurs ambitions.

Et en septembre 2014, quelques jours après la fin de l'offensive israélienne – 51 jours de bombardements - Anne est retournée voir ces jeunes, qui ont répondu à ses questions devant leurs maisons détruites ou endommagées, dans le village de Seifa près de la frontière avec Israël au Nord de la bande de Gaza. Ces acteurs du film Flying Paper, aujourd'hui jeunes adultes, expriment leur désarroi et leur scepticisme : « la guerre est finie mais une autre suivra ; la maison sera reconstruite et re-bombardée et reconstruite... ».

Ce voyage dans le temps, qui nous a rendus témoins de la détérioration continue de la situation dans la bande de Gaza, s'est terminé par un beau clin d'œil : l'annonce de notre soirée avait circulé sur Facebook... Et dans une vidéo tournée le jour-même, nous retrouvons notre flyer tiré au format d'une affiche, sur une plage de la bande de Gaza, avec des enfants qui s'exercent à faire voler leurs cerfs-volants ! Magnifique message qui nous a été envoyé sur cette volonté de vivre, et de le montrer au monde, que l'on retrouve lorsque l'on peut se rendre à Gaza. Et aussi une manière de nous dire à nous tous : « ne nous oubliez pas ».



Pour l'accueil des réfugiés sur notre ville, des citoyens et des associations se mobilisent à l'appel de la Maison du Monde

« Après des années de léthargie face au drame des réfugiés, tant au niveau des dirigeants politiques que de la population de la communauté économique européenne, aujourd'hui des lignes bougent enfin devant le nombre de ceux qui se présentent aux portes de l'espace Schengen et l'émotion suscitée par l'image du corps d'un enfant échoué sur une plage de Turquie.

Si nous ne pouvons que nous féliciter de ces changements d'attitude et tout faire pour les conforter, nous resterons vigilants à ce que les réfugiés économiques ne soient pas oubliés ».

À la suite de cet appel une première réunion s'est tenue à la Maison du Monde le mercredi 16 septembre à laquelle ont participé des représentants d'associations et des citoyens engagés à divers titres dans la Cité.

Ensemble, nous avons décidé de créer un collectif ouvert à toutes personnes ou associations interpellées par cette situation. L'objectif est de coordonner nos actions et notre implication dans l'accueil de réfugiés sur notre ville pour participer avec nos compétences respectives et partagées aux actions qui seront mises en place par la ville.

Nous avons donc adressé dès le lendemain une demande de rendez-vous à Monsieur Francis Chouat qui avait fait

connaître ses intentions d'accueil à Evry de familles syriennes, pour envisager les modalités de ce partenariat.

Par ailleurs, dans le cadre de ce collectif, chacun s'est engagé à développer et relayer des actions de sensibilisation, de plaidoyer et de mobilisation collective sur la situation des réfugiés tant politiques qu'économiques qui affluent aux portes de l'Europe.

Nous avons également fait connaître nos intentions à Monsieur le Préfet de l'Essonne.

Si vous êtes intéressés... vous pouvez rejoindre le Collectif !

Myriam Heilbronn

Ce voyage dans le temps a été suivi par un moment particulièrement poignant, une très courte séquence vidéo de présentation de l'exposition « c'était ma chambre » ; pour cette exposition, Anne Paq a photographié en septembre 2014 des enfants devant leur chambre détruite, en leur posant une seule et même question : qu'est-ce qui te manque le plus ?

Enfin, nous avons inauguré les grandes bâches de l'exposition « Obliterated Families », les familles décimées de Gaza, dernier projet d'Anne Paq qu'elle porte avec ActiveStills, en collaboration avec le Centre Al Mezan pour les droits de l'homme. Pour Anne, le projet Obliterated Families, c'est la mise en images des histoires de ces familles qui ont perdu plusieurs membres, tous touchés dans leur maison pendant leur sommeil ou dans leur quotidien, c'est aussi mettre les visages sur ceux qui sont morts et donner la parole aux survivants, afin qu'ils ne tombent pas dans l'oubli et que justice leur soit faite.

Plus d'un an déjà depuis l'agression de l'été 2014 et Gaza ne fait plus la une des journaux. Gaza est toujours sous blocus, les maisons détruites n'ont pas été reconstruites, et ce blocus illégal continue

sans que la communauté internationale n'intervienne vraiment pour le faire cesser. La population de Gaza, touchée toute entière par la guerre et les crimes de guerre perpétrés par Israël, est aujourd'hui dans une impasse totale. Les victimes attendent toujours justice.

Dans son dernier rapport sur Gaza, publié début septembre 2015, la CNUCED (conférence des Nations unies sur la coopération et le développement) nous avertit : si le blocus actuel persiste et que les niveaux de l'aide des donateurs restent insuffisants... Gaza ne sera pas économiquement viable et la situation socioéconomique déjà lamentable ne pourra que se détériorer d'avantage...Gaza sera invivable ». Aujourd'hui, Gaza n'est déjà plus viable économiquement et elle est invivable pour ses habitants.

Et pourtant la solution est connue : contraindre Israël à respecter et appliquer le droit, lever immédiatement le blocus et rétablir la liberté de circulation pour les habitants de Gaza et ceux qui veulent leur rendre visite, rendre justice aux habitants de Gaza en jugeant les criminels de guerre. Et permettre à cette population d'exprimer tout son talent et toute sa



créativité, sur le plan culturel comme sur le plan économique.

Et les cerfs-volants qui se sont élevés, le même jour, sur une plage de Gaza, tenus par des enfants qui nous envoyaient leur message, étaient là pour rappeler leur résistance, leur désir légitime de liberté et leur reconnaissance de la solidarité.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, ce vendredi 9 octobre, de jeunes Palestiniens sont allés manifester près de la frontière entre Gaza et Israël pour exprimer leur solidarité avec les jeunes qui se soulèvent contre l'occupant en Cisjordanie et à Jérusalem. L'armée a tiré à balles réelles contre ces jeunes manifestants désarmés, faisant 7 morts et 130 blessés.

Evry Palestine
contact@evrypalestine.org

POUR UNE ALTERNANCE DÉMOCRATIQUE NON VIOLENTE ET UN DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE

Cette rencontre, qui a réuni environ 90 personnes, a été organisée, vendredi 26/09/15, dans une salle de l'Assemblée nationale par deux associations de la diaspora africaine : EQUITE, créée en 2006 à Paris, par des élu(e)s et des citoyen(ne)s français(e)s originaires d'Afrique et des Outre-Mer, engagé(e)s dans l'action politique et républicaine, et SYNERGIE créée dans le but d'impulser des actions visant la promotion du développement durable et la défense des droits humains, ainsi que de fédérer les initiatives des diasporas et de la société civile dans les domaines de l'environnement, la santé, l'agriculture, les énergies renouvelables et le financement de projets.

Cette rencontre, qui faisait suite à deux autres rencontres organisées au cours de l'année 2015 (l'une le 27/06 sur la citoyenneté africaine et l'autre le 22/08 concernant les femmes africaines dont des comptes rendus ont été lus ce vendredi), était présidée par Saliou Diallo, ancien maire-adjoint d'Evry et président d'Equité. Un certain nombre d'interventions individuelles ont eu lieu avant la table ronde finale, en interaction avec le public, plus de quatre heures d'exposés ou de débats très riches, sans discontinuer.

afrique

Intervention de Benjamin Sultan sur le changement climatique

La rencontre a débuté par l'intervention de ce chercheur à l'IRD (Institut de Recherche sur le Développement) qui, en commençant, a rappelé que la hausse de la température se fait sentir de plus en plus en Afrique (1,5° depuis les années 1950.

En avril-mai, en période de mousson, les chercheurs ont relevé une augmentation de 2,5°C par rapport à 1950) et que les dérèglements sont de plus en plus manifestes : moins d'eau, inondations, extinctions et migrations d'espèces, pauvreté, etc. Le continent est particulièrement vulnérable, notamment pour les populations côtières ou le Sahel où la température moyenne d'une année est de 18° contre 8° en France, avec des conséquences sur la pêche et l'agriculture. Les risques principaux, irréversibles, concernent l'accès à l'eau potable, les déficits alimentaires, la santé. Les populations réagissent par un changement de leurs pratiques

et ressentent un sentiment d'injustice quand les pays du Nord, désignés comme les principaux responsables, préconisent l'arrêt de l'utilisation des énergies fossiles. Les mesures techniques existent pour lutter contre le changement climatique, mais les moyens manquent. C'est un vrai défi pour l'Afrique de soutenir l'adaptation à ce changement pour empêcher le pire d'arriver.

Les questions ont porté sur le reboisement, sur l'eau, sur le rôle des femmes rurales qui portent le poids de 70% de l'activité agricole, sur l'assèchement du lac Tchad ou l'utilisation des fleuves. En rappelant qu'en 2050 il y aura deux milliards d'Africains,

Saliou Diallo a soulevé le concept de « démocratie environnementale » : comment associer les populations dans cette adaptation sachant que se pose aussi la question de l'inexploitation de 50% des terres. Quelqu'un a dénoncé le double langage du Medef et de Total par rapport à la lutte contre le changement climatique.

Un autre, parlant au nom des populations de la région du fleuve Sénégal, a soulevé le problème de l'accaparement des terres en Mauritanie : le gouvernement chasse les autochtones pour les remplacer par



des réfugiés Syriens ou des Saoudiens. Et le débat s'est achevé sur des questions qui reviendront souvent ensuite, celles des dictatures et des personnes réfugiées dans leur propre pays.

La situation au Burkina Faso

Une communication a été faite par le « Collectif contre la confiscation de la démocratie ». Le coup d'Etat manqué a fait 15 morts et 114 blessés. Il aurait été motivé par une « ruée vers l'or ». Et la mobilisation s'est faite contre la destruction de l'écosystème qu'entraînerait l'exploitation du gisement. Le socle de cette contestation en a été le mouvement syndical. Cette lutte contre le système dictatorial en Afrique s'appuie sur trois idées :

- La voie la plus sûre, c'est que la mosaïque de mouvements qui existent se retrouve dans une dynamique collective, sans leaders, où la diaspora a sa place.

- Le passage par les urnes n'est pas premier. L'insurrection doit s'appuyer sur la Constitution et l'exigence de justice.

- Il faut des instances continentales fortes et crédibles.

La situation au Burundi

L'intervention du philosophe burundais Nestor Bidadanure a porté sur la dictature qui sévit depuis les élections récentes confisquées. Comme au Rwanda, le peuple subit la violence la plus extrême. Hutus et Tutsis parlent la même langue, ils sont mélangés à un tel point qu'on pourrait les désigner comme des « Hutsis ». La colonisation belge est responsable au départ de la division du peuple. Mais, après 50 ans, si le système perdure, ce n'est plus une question d'ethnisation, mais d'idéologie des élites au pouvoir. C'est la même chose, a-t-il dit, en Somalie.

Pourtant la conférence d'Arusha avait établi qu'aucun président ne pouvait se présenter plus de deux fois... Les conséquences de la répression, c'est plus de 100 morts, 1000 jeunes emprisonnés, 200 000 réfugiés, beaucoup de disparitions.

Le philosophe s'est clairement posé la question du défi énorme que représente la non-violence : est-elle efficace ? Mais la lutte armée est un risque... Il faut une structure unique pour renverser le pouvoir, s'appuyer sur les réseaux sociaux mis en mouvement dès qu'il y a une arrestation, créer des rapports de forces pour négocier. Car la question n'est pas ethnique mais politique. Il faut avant tout « mettre l'humain au cœur de l'Afrique ».

Table ronde sur les partis politiques

Elle a réuni six intervenants de la diaspora, anciens ministres, députés, journalistes, qui ont tous dénoncé les dictatures. Le premier, Joseph Ouabari, ancien garde des sceaux (90-97), a fustigé le régime du président Sassou N'Gusso du Congo Brazzaville, président depuis 1979 et qui s'apprête, avec un coup d'Etat constitutionnel, à briguer un nouveau mandat. Homme fort de la région, avec l'appui de la France, c'est lui qui maintenait aussi les dictatures voisines, comme l'a souligné quelqu'un dans le débat qui a suivi : « le Cameroun c'est lui, le Togo c'est lui, la Côte d'Ivoire c'est lui, le Burkina c'est lui »...

Un ancien ministre des affaires étrangères du Tchad, où le président Déby est en poste depuis 25 ans, a rappelé que sur les 25 élections à venir sur le continent, 8 seulement peuvent réserver un suspense, les autres étant acquises par avance. Au Tchad, il a noté un seul progrès significatif : l'abolition de l'esclavage juridiquement.

M. Doualley a parlé en tant que député de l'opposition à Djibouti. C'est la famille Gouled qui impose sa dictature féroce depuis l'indépendance. Pour lui, « tout est cloné » : syndicats, associations, partis. Le président profite des subsides que rapportent les six bases militaires occidentales et le port qui est le seul accès de l'Ethiopie à la mer, tandis que le chômage des jeunes dépasse les 60% et la pauvreté 70%. Il demande que la France soutienne le peuple et non le régime.

La journaliste Anastasie Mutoka, de RDC, malgré le peu de temps dont elle disposait, a fait d'emblée impression : « L'actualité en RDC, ce sont des vagues de migrations, 8

millions de morts, 3 millions de femmes violées, 80 % des portables fabriqués avec les terres rares du pays ». Puis, sans condamner l'émotion soulevée mondialement par la photo du petit Aylan trouvé mort au bord de la mer, elle a fait circuler une feuille qui montrait, à côté de cet enfant, un petit congolais dans la même position avec une longue plaie sur le cou et s'est demandée pourquoi sa photo n'a pas eu le même écho.

Luc Banameck, du Cameroun, a rappelé que le président actuel l'est depuis trente ans et que l'alternance ne servira à rien s'il n'y a pas de changement du système politique.

Au cours du débat, où la dénonciation de la corruption a été sous-entendue souvent mais ouvertement par une seule personne, où un Sénégalais du parti au pouvoir, Abdourahmane Koïta, a fait remarquer que le Sénégal vient de connaître deux alternances réussies, où quelqu'un a rappelé à des intervenants qu'ils ont été ministres sous certains dirigeants mis en cause, deux interventions ont particulièrement marqué l'assistance et démontrent qu'une rencontre comme celle-ci peut favoriser le dialogue pacifique entre opposants : une dame, Brigida Biol, qui s'est présentée comme soutien du président Obiang Nguema Mbasogo de Guinée Equatoriale, s'est étonnée de ne pas voir justement d'opposants dans le public. Une main s'est alors levée, celle d'un ingénieur dans les pétroles, Raymundo, qui a l'intention de se présenter aux prochaines élections et qui ne s'est pas gêné pour énumérer les méfaits d'un régime qui regorge de richesses.

Pressé par le temps, Saliou Diallo n'a pu donner la parole à tous, mais a soumis à l'assemblée un projet de « charte africaine pour le développement durable et une alternance démocratique non violente, ainsi qu'une pétition à faire signer sur CHANGE.ORG.

Cette rencontre a démontré combien la société africaine est en mouvement, à la recherche d'une vie démocratique adaptée à ses problématiques, sur les bases du dialogue et de la non violence. Mais, en constatant que les pays d'Afrique du Nord ont été quasiment ignorés par les intervenants et par l'assemblée, une question m'a tarabudé tout au long de cette rencontre : qu'est-ce que l'Afrique ? Pourquoi l'Afrique du Nord, pourtant membre de l'U.A., a-t-elle été à peine évoquée ? Est-elle méditerranéenne, tournée vers l'Europe, avant d'être africaine ? La réponse viendra certainement un jour... (1)

Michel Chesseron

(1) Précision de Saliou Diallo par mail : « J'ai invité des responsables politiques et des militants tunisiens et marocains mais ils ne sont pas venus. J'avais comme espoir de citer l'exemple du printemps arabe en Tunisie. »



Justice climatique

Les pays riches doivent assumer leurs responsabilités

D'après l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 600 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir d'insécurité alimentaire d'ici à 2080 sous l'effet du changement climatique. Agir pour la Justice climatique, c'est refuser la double peine qui frappe les pays et les populations les plus vulnérables : supporter de façon disproportionnée les conséquences des changements climatiques dont ils ne sont pas responsables et voir leurs droits fondamentaux menacés par certaines actions engagées au nom de la lutte contre les changements climatiques. Parmi nos propositions : la prévention des risques liés aux catastrophes naturelles et la transition vers des systèmes agricoles résilients et durables face au dérèglement des saisons, deux objectifs qui nécessitent des financements à la hauteur des enjeux. Contre les fausses solutions l'action passe aussi par une mobilisation contre les «fausses solutions» comme le développement des agrocarburants industriels, qui entraînent des accaparements de terres et menacent la souveraineté alimentaire.

Échos de Peuples So
N°151 (Juillet 2015)

Café méditerranéen

Pour sa reprise après l'été, le Collectif Méditerranée a proposé son café annuel, en donnant la parole à des personnes qui se sont rendues dans un des pays méditerranéens et qui étaient disposées à rendre compte de leur voyage. Ce sont la Croatie et l'Espagne qui ont été à l'honneur. Hamoudi, référent du Collectif, a ouvert la rencontre en rappelant l'esprit convivial qui anime ce genre d'échanges informels. Le café s'est ouvert par un apéro bio, puis par un thé à la menthe pour se terminer par un partage des plats apportés.

La Croatie

En juin dernier, Lila et Michel se sont rendus en voiture en Croatie, un périple qui les a conduits jusqu'à la baie de Kotor au Monténégro -où mouillait un mastodonte en croisière- en faisant un détour par Mostar en Bosnie. Ce fut avant tout un voyage touristique, mais, grâce à un couple d'amis croates francophones à Zagreb, ils ont pu comprendre certaines réalités qui leur auraient échappé sinon, notamment sur le plan politique et économique.



Déjà, avant de partir, ces amis leur avaient déconseillé de traverser la Bosnie en passant par Sarajevo et Mostar en raison des troubles en Macédoine qui avaient fait de nombreux morts. Ces craintes, peu fondées, montraient combien ces pays des Balkans sont interactifs. A leur arrivée, leurs amis les ont mis au courant d'un événement grave qui se déroulait au moment même au sommet de l'Etat. Des vétérans de cette guerre commencée en 1992 qui a conduit à l'éclatement de la Yougoslavie réclamaient un relèvement de leur pension. Ils avaient monté une tente devant le Parlement pendant plusieurs jours pour peser sur les députés. La police a cherché à les chasser. Ils se sont alors réfugiés dans l'église qui donne sur la place. Ordre a été donné de les déloger, tandis que des vétérans de toutes les grandes villes du pays menaçaient de monter à la capitale. Sachant que leur mouvement s'appuie sur une forte tradition fasciste au pays des Oustachis, la présidente, de centre droit, dans ce pays très catholique, est allée rencontrer le pape

à Rome pour avoir sa caution, et la protestation a pris fin.

Dans les paysages traversés, ils n'ont pas vu les traces de la guerre, sauf un peu à Dubrovnik, qui a retrouvé sa splendeur. Mais ce ne fut pas le cas en Bosnie, sur la route qui conduit à Mostar, où les tags sur les panneaux en cyrillique sont toujours là. Une grande émotion les a saisis à Mostar dans le quartier du si célèbre Vieux Pont (le Stari Most), détruit par les Croates, et superbement reconstruit. Du haut de ses 20 mètres des jeunes plongeaient dans les

eaux bleues de la Neretva puis faisaient la quête auprès de la foule des touristes. Le quartier, avec ses petits restaurants en dégradé vers le fleuve, a été bien restauré aussi. Lila et Michel avaient préparé un petit panneau avec des cartes postales qui montraient le pont avant la destruction, après

avec ses deux moignons tragiques, puis avec sa passerelle provisoire, puis flambant neuf. Cette présentation a donné l'occasion à Francine de rappeler l'action symbolique de quelques adhérents de la Maison du Monde qui, durant la guerre, deux fois par semaine, à la gare d'Evry, allumaient leurs bougies pour rappeler le drame aux voyageurs.

La Croatie, comme le montrait bien un autre petit panneau, est un pays en croissant de lune, dont la branche Sud s'amenuise vers le Monténégro, avec une brèche de dix kilomètres qui donne un débouché à la Bosnie vers l'Adriatique. Un pays de 4 millions d'habitants dont le tiers vit à Zagreb. Un pays avec peu d'industrie, qui mise beaucoup sur le tourisme, avec entre autres une côte paradisiaque, encore peu bétonnée, bordées d'îles desservies par de nombreux ferries. Cet afflux de touristes renforce le sentiment d'un pays ouvert, tourné vers l'avenir, qui soigne son image de pays accueillant, sécurisé. Une splendide autoroute, financée par l'U.E dont la Croatie fait partie depuis peu, relie

le Sud à l'Italie et à Zagreb, mais le maigre trafic témoigne d'une activité économique encore au ralenti. Le niveau de vie des gens est faible, l'emploi étant leur principal souci quotidien. Beaucoup de jeunes émigrent.

La question de l'afflux des réfugiés ne se posait pas encore en juin. Mais par téléphone les amis ont décrit la situation actuelle. Les réfugiés passent de Serbie vers la Slavonie qui jouxte la Hongrie, direction Zagreb et l'Autriche, sachant qu'ils ne trouveront pas de travail en Croatie. Mais c'est sans compter sur la Slovénie qui les refoule -elle donne 50 € à chaque délateur de réfugié comme ce couple syrien accueilli par une famille qui s'y est pris à trois fois pour passer en Suisse. Mais les Croates se font un point d'honneur de les accueillir dignement, à l'exemple des deux chefs de file des partis en présence pour les prochaines élections nationales.

L'Espagne

Ramon, qui a famille et amis à Madrid, y a passé une partie de l'été. Le 24 mai, les élections Régionales se sont traduites par une gifle pour le Parti Populaire (droite) après son raz-de-marée de



2011. Elles ont également confirmé une baisse importante du PSOE, Podemos comme 3ème force politique nationale et un échec relatif de Ciudadanos, la nouvelle force politique de centre-droit.

La crise économique de 2008, aggravée par l'éclatement de la bulle immobilière de 2010, la corruption qui touche les deux formations PP et PSOE ainsi que l'entourage du Roi, et les politiques d'austérité menées depuis 5 ans ont plongé le pays dans le marasme, conduit deux millions d'Espagnols, jeunes surtout, à émigrer. Les deux partis ayant assumé la gestion des affaires du pays pour l'amener à la situation actuelle ont perdu plus de

3,25 millions d'électeurs.

Lors des Municipales ce même jour, l'élément majeur est la victoire de listes municipales alternatives soutenues par Podemos, dans les deux plus grandes villes du pays, Madrid et Barcelone, mais aussi Badalona, Cadix, La Corogne...

En s'appuyant sur un power-point qu'il avait préparé, Ramon a essayé de répondre aux trois questions suivantes :

Où en est l'Espagne sur le plan économique en cette année 2015 ?

Les 35 sociétés cotées en Bourse explicitent l'activité économique : 9 d'activités financières, 9 de l'énergie et 6 de la construction. Le tourisme, secteur-clé de l'économie en Espagne, profitant de l'instabilité politique de certains pays méditerranéens, bat des records. 65 millions de touristes en 2014 et déjà +4,2% à mi 2015). Cette activité concourt à une baisse du chômage de 27 % à 23,7% (5,8 millions de chômeurs), mais la reprise dont se vante le gouvernement est encore incertaine. Ramon a trouvé Madrid « atone ». On constate une dégradation générale du niveau de vie. Le niveau des pensions et retraites a baissé, de même que la protection sociale ; les services publics ont été réduits, le code du travail a été « libéralisé », d'où une augmentation des emplois partiels, saisonniers et précaires que les travailleurs acceptent pour rompre un chômage de longue durée. Quel est l'état d'esprit dans la société espagnole ?

La Monarchie est en passe de réussir le pari de redorer son image. Selon de récents sondages, 80 % de la population seraient sous le charme du nouveau couple royal qui a dépoussiéré la Cour de



tous ceux qui trempaient de trop près dans des affaires de corruption.

Le nombre de crimes machistes bat des records, mais la fin de l'omerta sur ce sujet depuis une dizaine d'année est le signe d'une société décidée à réagir.

Si 2014 est la première année depuis plus de 6 ans où l'on constate une infime augmentation de la natalité, l'Espagne continue à perdre des habitants (-310 000 en 2013 et 2014). Des jeunes s'expatrient et des immigrés d'Amérique Latine, du Maroc ou de Roumanie rentrent dans leur pays d'origine.

Cent jours après les élections, quels changements ?

Toutes ces nouvelles équipes ont diminué les rémunérations de leurs élu-e-s et proposent de réorienter l'utilisation des finances municipales. A Barcelone, la maire Ana Colau, tête de liste de Barcelone en commun et icône de la lutte contre les expulsions de familles surendettées, a décidé un moratoire sur les constructions touristiques et s'attaque à la question de la place des banques dans l'immobilier. A Madrid, l'ancienne juge et avocate des Commissions Ouvrières, Manuela Carmona, élue de Maintenant

Madrid, très à l'écoute de la population, a renoncé à sa voiture de fonction et utilise métro et bus. Elle a décidé que tous les enfants auraient droit à deux repas par jour ... en lieu et place de subventions aux corridas de la ville. Elle a mis en place une structure afin d'éviter les expulsions de logement et des amendes seront infligées aux banques qui ne louent pas les locaux qu'ils ont acquis. Menacées de remunicipalisation, les entreprises de nettoyage

réembauchent pour améliorer la propreté des rues. Elle s'efforce de favoriser la démocratie participative qui a fait le succès du mouvement avant les élections.

Puis un long débat s'est ouvert d'abord par une question sur les conséquences sur la vie des gens des privatisations massives, puis sur les élections en Catalogne gagnées tout récemment par les indépendantistes, sur les identités régionales et nationales...

Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	D	E	S	A	S	T	R	E	S	
II	E	N	C	R	E		A	V	E	U
III	C		H	U	M	I	L	I	E	R
IV	R	O	U	M	I		E	T		G
V	I	L	L			G	N	E	E	E
VI	E	I	D	E	R		T		J	
VII		V		N	I	N	I	V	E	
VIII	J	E	U	N	E	S		E	C	U
IX	U	S		E	N	F	A	N	T	S
X	G		A	M			T	U	E	E
XI	E	G	L	I	S	E		E	R	S

Correction de la grille n°132
Tragédie grecque

Prochain café de l'actu le 3 novembre 2015

Deux années de volontariat au Maroc

Jean-Pierre Thorey et Marie-Françoise Bossuat ont vécu 2 années au Maroc de 2010 à 2012. Ils avaient le statut de Volontaires de Solidarité Internationale, un statut plutôt utilisé par des jeunes mais qui a bien convenu aussi aux quasi-retraités qu'ils étaient.

Jean-Pierre travaillait avec des associations marocaines à caractère social, Marie-Françoise avec des associations de femmes et dans un centre d'accueil de migrants subsahariens.

Au-delà de leur mission, ils ont apprécié de vivre dans un pays si différent et d'en approcher la culture, la religion, l'économie et la politique. Ils ont aimé ces relations et ces échanges, leur richesse et leurs limites.

Ils présenteront leur expérience et proposent de discuter à la fois de ce qu'ils ont vécu et de l'intérêt de ce type de plongée dans une autre culture.

GRILLE N° 133

Le Nigéria

par
Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II					■					
III			■							
IV							■			■
V			■		■					
VI						■				
VII	■	■								■
VIII						■		■	■	
IX										
X				■						
XI						■				

Horizontalement

I. Les élections du 28 mars sont un exemple de «transition» pacifique dans un immense pays de 177 millions d'habitants coupé en deux, où le président Jonathan issu du Sud, chrétien ou animiste et riche, a laissé sa place sans violences au président Buhari issu du Nord, musulman et pauvre. **II.** Espérons que cet exemple ne sera pas «inutile» pour servir de modèle aux autres dirigeants du continent. Le fleuve Niger se déverse dans cette «nappe immense». **III.** Grande réunion. Les électeurs ont voulu sanctionner entre autres le «gaspillage» par leurs élites des richesses économiques énormes de ce géant de l'Afrique. **IV.** «Massacre» après «massacre» par Boko Haram, les Nigériens se sont lassés et ont voulu remplacer un président laxiste par un général ancien putschiste mais à poigne. Club phocéen. **V.** Révolution. On peut douter que les théories de ce psychanalyste français soient utiles pour ramener les terroristes de Boko Haram à la raison ! **VI.** «Rassemblement», comme la majorité du peuple nigérien derrière son nouveau président. Celui-ci arrive sur un terrain «semé d'embûches». **VII.** Il va lui falloir un très grand savoir-faire pour maintenir la cohésion d'un pays aux 529 «parlers» recensés. **VIII.** Les lycéennes (entre 200 et 300) enlevées par Boko Haram, mi-avril 2014, dans leur lycée, à Chibok, dans l'Etat de Borno, ont été véritablement «prises dans un traquenard». **IX.** Les réactions internationales d'horreur et de compassion ont été «instantanées». **X.** Lettres de Haram en désordre. Un tel forfait est «sans nom» (orthographe acceptée). **XI.** Ville d'Allemagne célèbre par sa dépêche qui a déclenché la guerre franco-prussienne de 1870. Boko Haram en a plus d'un, vilain, dans son vaste sac.

Verticalement

1. Boko Haram, Daech et consors, qui se réclament d'un islam pur et dur, en sont-ils une «dégénérescence» ou n'ont-ils rien du tout à voir avec lui ? Le «plus mauvais» est-il encore à venir ? **2.** La mégapole Lagos a été construite au bord de cette «nappe». «Il dirige la prière dans la mosquée» au Nigéria. **3.** Symbole métallique. Ces «docteurs de la loi musulmane» doivent se sentir révoltés devant un tel détournement du Coran. **4.** Ce «mécanisme» de la violence, quand et comment va-t-il s'arrêter ? **5.** Paresseux. Cette forme de violence de Boko Haram, notamment utiliser des enfants pour des attentats-suicides, c'est quelque chose de «totalement nouveau» dans une Afrique qui en a pourtant vu d'autres ! **6.** Le Nigéria, c'est pourtant bien autre chose, avec sa vie culturelle intense, que ce soit par la musique ou par la littérature que Wole Soyinka représente admirablement, lui qui a obtenu ce «prix» en 1986. Mal igné. **7.** «Joli coup dans une partie de tennis» nigérien. Vivre à Lagos, c'est quand même plus «divertissant» qu'à Baga, ville sur les rives du lac Tchad, où des centaines de civils ont été massacrés un mois avant les élections. **8.** Aucun accord ne peut être «discuté» avec ces bandits. Trop anglais. **9.** La vie de ces «reptiles» dans la mangrove du delta du Niger est très perturbée par les fuites de pétrole des mauvaises installations des compagnies, Schell notamment. Comment ne pas être «troublé au plus profond» par la détresse de ces pauvres gens qui vivent sous la menace permanente des terroristes ? **10.** «Situation sur la carte» de cette région martyre. Négation. Ce «fleuve côtier franco-belge» a connu des horreurs d'un autre genre à partir de 1915 avec l'usage du gaz moutarde.

agenda

Mardi 3 novembre

à partir de 18h30 à la Maison du Monde

Café de l'actu**Deux années de volontariat au Maroc**

avec J. Pierre Thorey et M. Françoise Bossuat

14 novembre – 14 décembre**Mois des 3 Mondes sur le thème :****Souveraineté alimentaire****Du 14 au 22 novembre****Semaine de la Solidarité****Internationale (SSI)****"Droits à l'essentiel"****Samedi 14 novembre****Inauguration du Mois des 3 Mondes.**

Place de l'Agora et hall du théâtre

Jeudi 19 novembre

19h à la Maison du Monde

« Crise de l'agriculture paysanne et**décomposition sociale au Mexique »**

avec Francis MESTRIES

Samedi 21 novembre

à partir de 14h à la Maison des Syndicats

8 heures pour la Palestine**Mardi 24 novembre à 20h**

à la Maison des Syndicats Conférence-débat

Avenir de l'agriculture

Avec Jean Vettraino, Fabien Millot et

Michelle Roux

Jeudi 26 novembre à 20h

Proposé par le Théâtre de l'Agora à la MdM

Spectacle musical Ethnofonik**Vendredi 27 novembre****Repas solidaire africain** proposé par les

Amis de Tuili à la ferme des Mathurines de

Courcouronnes

Du 30 novembre au 11 décembre**COP 21****Mardi 1er décembre à 18h30****Café de l'actu****Un voyage à travers les fermes****d'Eurasie**

Avec Manon Canovas et Thibaud Chéné

Vendredi 4 décembre à 20h

Projection-débat du film

« Autrement (avec des légumes)

à la médiathèque Albert Camus

Mardi 8 décembre à 20h**Kyoto for ever 2** au théâtre de l'Agora**Samedi 12 décembre**

Proposé par la Maison du Monde

Clôture du Mois des 3 Mondes

à la Maison des syndicats

Solution de la grille n° 132 p 7

Programme définitif au prochain numéro